

Unité départementale des Vosges

Épinal, le 23/06/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Air Products France**

45 avenue Victor Hugo  
Bâtiment 270 --  
93300 Aubervilliers

Références : S-25-677RP

Code AIOT : 0100036748

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/05/2025 dans l'établissement Air Products France implanté 28 Rue D Alsace -- 88170 Gironcourt-sur-Vraine. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite à une plainte des riverains situés à proximité du site OI-FRANCE.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Air Products France
- 28 Rue D Alsace -- 88170 Gironcourt-sur-Vraine
- Code AIOT : 0100036748
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société AIR PRODUCTS est spécialisée dans la fabrication et la distribution des gaz industriels et médicaux.

Le site AIR PRODUCTS est implanté sur le site O-I France à GIRONCOURT SUR VRAINE. Ses installations sont composées d'une unité de production d'oxygène gazeux et d'un stockage secours d'oxygène liquide.

La production d'oxygène gazeux permet l'alimentation d'un des fours verriers de la société O-I FRANCE.

Afin d'assurer l'alimentation en continu, un stockage d'oxygène liquide est implanté sur le site AIR PRODUCTS.

La société AIR PRODUCTS est autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 104/2024/ENV du 26 novembre 2024.

**Thèmes de l'inspection :**

- Bruits et vibrations

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Prévention des nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 26/11/2024, article 5.1.1	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de constater un niveau sonore anormalement élevé dans l'enceinte de production d'oxygène gazeux.

L'exploitant doit mettre en œuvre des actions correctives et réaliser une mesure de bruit dans les meilleurs délais.

## 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Prévention des nuisances sonores

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/11/2024, article 5.1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Bruit

**Prescription contrôlée :**

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement O-I France, les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Période de jour : de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
70 dB(A)	60 dB(A)

**Constats :**

Lors de la visite, il est constaté dans l'enceinte des installations de production d'oxygène gazeux, la mise en œuvre de travaux de calorifugeage des canalisations d'air raccordés aux deux compresseurs.

Il est également constaté un niveau sonore anormalement élevé au niveau du silencieux assurant l'extraction d'azote gazeux.

Suite à cette visite, l'exploitant a communiqué à l'inspection les différentes actions mises en œuvre afin de réduire les émissions sonores en provenance des installations.

A ce jour, 6 mesures de bruit ont été réalisées en limite de propriété du site de la société OI France. Deux bureaux d'étude ont effectué ces mesures.

Sans que ces mesures n'aient pu mettre en évidence des non conformités flagrantes, on peut constater une baisse des émissions sonores au fil des mesures correctives mises en œuvre.

L'exploitant a communiqué à l'inspection des installations classées les actions déjà réalisées et celles à venir dans un délai approximatif de 8 semaines.

De sa propre initiative, l'exploitant s'est engagé à mettre à l'arrêt ses installations en période de nuit et les jours fériés.

Par ailleurs, l'exploitant doit effectuer des mesures de bruit après la réalisation des travaux autour du silencieux sur la sortie azote.

L'exploitant doit informer l'inspection des installations classées sur la période retenue pour réaliser ses mesures.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit mettre en œuvre les actions correctives notifiées dans son plan d'action dans les meilleurs délais et faire réaliser une mesure de bruit, intégrant des mesures d'urgences, afin de vérifier l'incidence des travaux réalisés sur les émissions sonores en provenance des installations.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois